

## Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

### Le G-7 appelle à la conclusion rapide des accords commerciaux

La réunion des 4 et 5 juin du G-7 (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni et États-Unis), qui s'est déroulée à Bruxelles, a donné l'occasion aux dirigeants de s'attaquer à divers enjeux commerciaux dans lesquels leurs pays sont impliqués, y compris les négociations commerciales bilatérales (Canada-UE; Japon-UE; Canada-Japon; UE-É.-U.), plurilatérales [Partenariat transpacifique (PTP) et Accord sur le commerce des services (TISA)] et multilatérales (OMC) en cours qu'ils espèrent toutes conclure dans le plus bref délai.

Dans le cas de l'OMC, les dirigeants du G-7 ont réitéré leur soutien à une « mise en œuvre complète et rapide du paquet de Bali », particulièrement dans le domaine de la facilitation des échanges (FE), qui fait actuellement l'objet d'un débat à Genève. Le Comité préparatoire de la facilitation des échanges (CPFE) a réussi à terminer l'examen juridique de l'Accord sur la FE, mais la rédaction d'un Protocole de modification qui intègre officiellement l'Accord sur la FE à l'Accord de Marrakech et la rédaction d'une décision du Conseil général sur l'adoption du protocole ont été ralenties par une récente demande déposée par le Groupe africain, qui appelle les membres de l'OMC à mettre en œuvre l'accord sur la FE « [traduction] à titre provisoire, conformément au paragraphe 47 de la Déclaration ministérielle de Doha ». Selon la décision ministérielle de Bali, les membres de l'OMC ont jusqu'au 31 juillet 2014 pour adopter le protocole, qui sera plus tard ouvert pour ratification jusqu'au 31 juillet 2015.

Les dirigeants du G-7 ont également déclaré avec force qu'ils accordent leur soutien sans réserve aux efforts déployés pour réaliser un programme de travail équilibré qui permettra de conclure le reste du Cycle de Doha.

Les membres de l'OMC seront occupés en juin et juillet à déterminer à quels sujets il faut accorder la priorité prochainement, et si les négociations devraient tenir compte de la nouvelle réalité de l'économie mondiale, p. ex., demander que les économies émergentes comme l'Inde et la Chine acceptent d'en faire davantage dans le domaine du soutien interne. Cette discussion a une incidence directe sur la décision des membres de maintenir ou non, de modifier ou de simplement mettre au panier les textes de projet de modalités révisés (Rev. 4) sur lesquels les négociations ont reposé jusqu'à présent.

Les observateurs attendaient également des dirigeants de l'UE et du Canada qu'ils viennent à bout de leurs différences restantes dans les négociations de l'AECG. Les pourparlers ont échoué sur des questions qui subsistent au sujet des services financiers, de la propriété intellectuelle et des règles d'origine. À la fin de la réunion du G-7, des sources bien informées ont confirmé qu'ils n'ont pas encore trouvé de solution aux problèmes susmentionnés.

Pour ce qui est du PTP, les États-Unis et le Japon reprendront leurs négociations parallèles le 9 juin à Washington. Cette fois-ci, ils se pencheront davantage sur le commerce des véhicules automobiles. Les deux pays devraient également reprendre leurs pourparlers sur les produits agricoles sensibles du Japon au cours des prochains jours.

La relation entre le Japon et les États-Unis demeure au cœur du processus de négociation et fixera le niveau d'ambition. La plupart des pays du PTP considèrent que le Japon est la prise la plus importante et ils attendent le résultat des négociations parallèles avec les États-Unis pour établir la référence de ce qui pourrait éventuellement émerger des négociations, particulièrement dans le domaine de l'accès aux marchés. Diverses sources prétendent que les États-Unis cherchent à présent aussi à s'engager davantage avec le Canada, dans la perspective d'obtenir un accès aux marchés supplémentaire en agriculture.

Dans une lettre qu'elle a envoyée au représentant au Commerce des États-Unis (Michael Froman) et au secrétaire d'État américain pour l'agriculture (Thomas Vilsack), le 3 juin, l'industrie laitière américaine (la National Milk Producers Federation et l'U.S. Dairy Export Council) a menacé de retirer son soutien à un accord du PTP qui ne réussirait pas à obtenir des résultats ambitieux sur l'accès aux marchés pour les produits laitiers au Japon et au Canada.

« Il est clair, cependant, que le Japon, de même que le Canada, continuent de manifester une ferme réticence lorsqu'il s'agit de respecter les ambitieux objectifs commerciaux qu'ils se sont engagés à atteindre lorsqu'ils se sont joints aux négociations du PTP », déclare la lettre, ajoutant que « le Canada essaiera probablement de fonder ses décisions à l'égard de l'accès aux marchés laitiers sur ce que le Japon s'engage à faire pour ses secteurs agricoles les plus sensibles, rendant de ce fait plus important d'obtenir un accès significatif aux marchés laitiers du Japon ».